

Enquête mondiale de la CSI sur le COVID-19

17-23 mars 2020

Principaux constats

Introduction

109 syndicats de 86 pays ont pris part à la première enquête mondiale de la CSI sur le COVID-19 pour la période allant du 17 au 23 mars 2020.

Six questions ont été posées par le biais d'une plateforme d'enquêtes en ligne, afin de faire le point sur les réponses apportées par les gouvernements, de passer en revue les politiques économiques et sociales utilisées pour répondre à la pandémie, et donner une évaluation de la réponse à la crise, bonne ou mauvaise, des gouvernements et des employeurs. L'on posera régulièrement aux affiliées de la CSI des questions de suivi de l'enquête dans les mois à venir, afin de déterminer où en est la réponse au COVID-19 dans le monde et d'identifier les tendances pour appuyer les campagnes et activités de plaidoyer au niveau international autant que national.

- 15 pays du G20, à savoir l'Afrique du Sud, l'Allemagne, l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada, les États-Unis, la Fédération de Russie, la France, l'Inde, l'Indonésie, le Japon, le Mexique, le Royaume-Uni et la Turquie.
- 28 pays de l'OCDE sur 36, à savoir l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, le Canada, le Chili, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, Israël, l'Italie, le Japon, le Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, le Royaume-Uni, la Slovaquie, la Suède et la Turquie.
- 58 pays non OCDE.

1. La réponse des gouvernements au COVID-19 entre le 17 et le 23 mars 2020

Constats généraux

- **53 % des pays endiguent la propagation du virus** à l'aide de mesures nationales de confinement ainsi que de la fermeture des écoles et des entreprises non essentielles.
- **43 % des pays freinent la propagation du virus** en faisant la promotion du lavage des mains, du télétravail, de la distanciation sociale et des restrictions aux frontières pour les voyageurs internationaux.

Constats pour le G20

Sur les 15 pays du G20, il a été dit que neuf (60 %) **adoptaient des mesures d'endiguement de la propagation du virus** et cinq (33 %) **adoptaient des mesures pour en freiner la propagation**.

Constats pour les pays de l'OCDE et non OCDE

Sur les 28 pays de l'OCDE de notre enquête, il a été dit que 21 (75 %) **adoptaient des mesures d'endiguement de la propagation du virus** et sept (25 %) **adoptaient des mesures pour en freiner la propagation**.

Dans les 58 pays non OCDE de notre enquête, il a été dit que **43 % adoptaient des mesures d'endiguement de la propagation du virus** et **52 % des mesures pour en freiner la propagation**.

2. Travailleurs et secteurs les plus affectés

Dans la présente phase de la pandémie de COVID-19 les travailleurs les plus affectés sont ceux dont la nature du travail les expose à un risque accru de contact interpersonnel :

Les **professionnels de la santé** en raison du risque d'exposition mais aussi de la pénurie d'équipement de protection individuelle (EPI).

Les **travailleurs du transport** à cause des fermetures, des contrôles aux frontières plus stricts, mais aussi les conducteurs qui sont en contact direct avec les navetteurs et les ménages.

Les **travailleurs de la distribution et des services, y compris dans le secteur de la restauration rapide**, couraient au départ un risque accru d'exposition du fait de leur rôle face au public, mais maintenant que les points de vente ferment, ils font face à de graves difficultés économiques. Un grand nombre de vendeurs en magasin, de salariés de supermarchés et de travailleurs des postes ne reçoivent pas systématiquement des équipements de protection individuelle (EPI).

Lors de l'imposition par les gouvernements de restrictions aux déplacements, y compris les interdictions de voyager et les restrictions du nombre de personnes autorisées à se rassembler, les secteurs suivants ont été vus comme les plus affectés économiquement :

Les **travailleurs des arts et spectacles**, y compris les acteurs, les producteurs de cinéma et de télévision et les musiciens, qui ont été parmi les premiers à perdre leur emploi lors de l'annulation de concerts.

Les **travailleurs du tourisme** y compris le personnel hôtelier et des compagnies aériennes.

Maintenant que bon nombre de pays procèdent à la fermeture des écoles ferment, les enseignants et autres travailleurs de l'éducation courent un risque.

Des inquiétudes particulières sont identifiées concernant les **travailleurs de l'économie informelle, des petites entreprises, les travailleurs indépendants et ceux de l'économie des petits boulots ou des plateformes**, parce que les fermetures exigées pour arrêter la propagation du virus entraînent une diminution de la demande.

Des signaux précoces alertent déjà que les travailleurs de secteurs d'exportation tels que le textile et l'habillement font face à un risque économique parce qu'il y a des restrictions aux frontières ou que la production est annulée ou reportée en raison de l'absence de demande dans les pays importateurs.

3. Mesures mises en place par le gouvernement pour freiner la propagation du COVID-19

L'enquête a porté sur 13 mesures susceptibles d'être prises par le gouvernement en vue de répondre à l'impact sanitaire du COVID-19.

Constats généraux

Les cinq principales mesures mises en place par les gouvernements pour ralentir la propagation du virus sont les suivantes :

- Restriction du nombre de personnes autorisées à se rassembler (92 % des pays)
- Annulation des événements sportifs (88 % des pays)
- Fermeture des écoles (84 % des pays)
- Auto-isollement des personnes et des ménages présentant des symptômes du virus (83 % des pays)
- Restrictions des déplacements des voyageurs arrivant dans le pays (82 % des pays)

65 % des pays favorisent le télétravail pour certaines catégories de travailleurs.

Dans plus de la moitié (58 %) des pays faisant l'objet de notre enquête, les gouvernements ont alloué des financements extraordinaires au système de santé public.

58% des pays demandent aux groupes vulnérables d'entrer en auto-isollement.

Dans la moitié des pays de notre enquête, les gouvernements ont décidé la fermeture des entreprises non essentielles (à l'exclusion des supermarchés et des pharmacies).

Plus d'un quart (28%) des pays ont mis en place un confinement national imposant à la population de rester chez elle ou dans son quartier.

Des restrictions au nombre de produits alimentaires ou ménagers qu'un client peut acheter ne sont imposées que dans 12% des pays.

Les restrictions aux droits et liberté démocratiques imposées dans le cadre des mesures gouvernementales devront faire l'objet d'un suivi de très près car :

- 24 pays utilisent des applications de surveillance pour retracer les individus ainsi que la propagation du virus,
- 13 pays ont repoussé des élections locales ou nationales.

Nuage de mots en rapport avec d'autres mesures mises en place par les gouvernements

État d'urgence, fermeture des frontières, contrôles policiers, arrestations, législation d'urgence, investissements dans le secteur de la santé, campagnes de santé publique, prestations sanitaires par des militaires, faculté d'imposer une production de style effort de guerre, tests volontaires de dépistage.

Constats pour le G20

Les cinq principales mesures mises en place par les gouvernements des 15 pays du G20 de notre enquête pour ralentir la propagation du virus sont les suivantes :

- 14 pays (93 %) ont annulé des manifestations sportives.
- 14 pays (93 %) ont limité le nombre de personnes autorisées à se rassembler.
- 13 pays (87 %) ont fermé les écoles.
- 13 pays (87 %) ont placé en auto-isollement les individus et ménages présentant des symptômes du virus. .
- 13 pays (87 %) ont fait la promotion du télétravail.

Dans 9 pays sur 15 (60 %), le gouvernement alloue un financement supplémentaire au système de santé publique.

Dans 6 pays sur 15 (40 %) le gouvernement a décidé la fermeture des entreprises non essentielles (à l'exclusion des supermarchés et des pharmacies).

Dans 5 pays sur 15 (33 %) le gouvernement a mis en place un confinement national imposant à la population de rester chez elle ou dans son quartier.

Constats pour les pays de l'OCDE

Les cinq principales mesures mises en place par les gouvernements des 28 pays de l'OCDE repris dans notre enquête pour ralentir la propagation du virus sont les suivantes :

- 27 pays (96 %) font la promotion du télétravail pour certaines catégories de travailleurs.
- 26 pays (93 %) ont fermé les écoles.
- 25 pays (89 %) ont annulé des manifestations sportives.
- 24 pays (86 %) ont placé en auto-isollement les individus et ménages présentant des symptômes du virus.
- 23 pays (82 %) ont limité le nombre de personnes autorisées à se rassembler.

Sur les 28 pays, 19 (68 %) ont décidé la fermeture des entreprises non essentielles (à l'exclusion des supermarchés et des pharmacies).

Sur les 28 pays, 13 (46 %) ont alloué un financement supplémentaire au système de santé publique.

4. Mesures économiques mises en place par les gouvernements face au COVID-19

L'enquête a porté sur 10 mesures susceptibles d'être prises par les gouvernements en vue de répondre à l'impact économique du COVID-19.

Constats généraux

Les cinq principales mesures mises en place par les gouvernements pour répondre à l'impact économique du virus sont les suivantes :

- Gratuité des soins de santé, 50 % des pays
- Protection de l'emploi pour quiconque est en auto-isolement, 34 % des pays
- Allègements fiscaux pour les entreprises, 31 % des pays
- Congé maladie rémunéré durant la période d'auto-isolement, 29 % des pays
- Fonds de sauvetage pour entreprises ou sectoriels, 29 % des pays

Davantage de pays proposent des fonds de sauvetage aux entreprises que des congés à temps partiel pour les soignants (seulement 23 % des pays) ou un congé maladie pour l'ensemble des travailleurs ou certaines catégories de travailleurs (seulement 21 % des pays).

Des mesures d'appui aux revenus et des versements en espèces n'étaient mis en place que dans 12 % des pays.

Nuage de mots en rapport avec d'autres mesures mises en place par les gouvernements

Report des échéances fiscales des entreprises, remise des loyers et crédits hypothécaires, crédits aux entreprises sans intérêt, allocation de congé familial

Constats pour le G20

Les cinq principales mesures mises en place par les gouvernements des 15 pays du G20 repris dans notre enquête pour répondre à l'impact économique du virus sont les suivantes :

- Huit pays sur 15 prévoient un congé maladie pour certaines catégories de travailleurs
- Sept pays sur 15 prévoient la gratuité des soins de santé
- Sept pays sur 15 prévoient des fonds de sauvetage pour entreprises
- Cinq pays sur 15 prévoient des allègements fiscaux pour entreprises
- Cinq pays sur 15 prévoient un congé maladie rémunéré pendant la durée de l'auto-isolement.

Sur les 15 pays, cinq gouvernements prévoient une protection de l'emploi de quiconque est en auto-isolement.

Moins d'un tiers (quatre sur 15) prévoient des congés maladie rémunérés pour l'ensemble des travailleurs.

Seulement trois gouvernements prévoient un appui aux revenus pour couvrir les frais de logement, alimentation et électricité pour tous les travailleurs ainsi qu'un congé à temps partiel pour s'occuper des personnes dépendantes.

Seulement deux gouvernements prévoient des versements en espèces aux personnes à titre individuel.

Constats pour les pays de l'OCDE

Les cinq principales mesures mises en place par les gouvernements des 28 pays de l'OCDE repris dans notre enquête pour répondre à l'impact économique du virus sont les suivantes :

- 14 pays sur 28 prévoient des allègements fiscaux pour entreprises
- 14 pays sur 28 prévoient des fonds de sauvetage pour entreprises
- 14 pays sur 28 prévoient une protection de l'emploi de quiconque est en auto-isolement
- 13 pays sur 28 prévoient la gratuité des soins de santé
- 11 pays sur 28 prévoient un congé à temps partiel pour s'occuper des personnes dépendantes.

Seulement 11 pays sur 28 proposent un congé maladie rémunéré durant la période d'auto-isolement et 10 pays proposent un congé maladie pour certaines catégories de travailleurs.

Seulement cinq pays sur 28 prévoient un appui aux revenus pour couvrir les frais de logement, alimentation et électricité pour tous les travailleurs. Quatre sur 28 prévoient des congés maladie rémunérés pour l'ensemble des travailleurs et des versements en espèces aux personnes à titre individuel.

5. La réponse de nombreux gouvernements est bonne

Constats généraux

62 % des pays pensent que leur gouvernement répond bien aux besoins des travailleurs.

38 % des pays pensent que leur gouvernement répond mal aux besoins des travailleurs.

Constats pour le G20

Sur les 15 pays du G20 de notre enquête, huit répondent bien à la crise.

Sur les 15 pays du G20 de notre enquête, sept répondent mal à la crise.

Constats pour l'OCDE

Sur les 28 pays de l'OCDE repris dans notre enquête, 19 répondent bien à la crise.

Sur les 28 pays de l'OCDE repris dans notre enquête, neuf répondent mal à la crise.

6. Mauvaise réponse des employeurs

Constats généraux

48 % des pays pensent que les employeurs répondent mal aux besoins des travailleurs.

39 % des pays pensent que les employeurs répondent bien aux besoins des travailleurs.

Constats pour le G20

Les employeurs de neuf des 15 pays du G20 de notre enquête répondent mal à la crise.

Les employeurs de six des 15 pays du G20 de notre enquête répondent bien à la crise.

Constats pour l'OCDE

Les employeurs de 17 des 28 pays de l'OCDE repris dans notre enquête répondent bien à la crise.

Les employeurs de 11 des pays de l'OCDE repris dans notre enquête répondent mal à la crise.